



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 15/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**BUTACHIMIE**

USINE DE CHALAMPE  
GESTIFTSFELD  
68490 Chalampé

Références : 0006700513\_2025\_09\_25\_BUTACHIMIE\_CHALAMPE\_VIIC-EDD-ADN  
Code AIOT : 0006700513

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2025 dans l'établissement BUTACHIMIE implanté USINE DE CHALAMPE GESTIFTSFELD 68490 Chalampé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre de l'examen de l'étude de dangers révisée transmise par l'exploitant en décembre 2023. L'objectif du contrôle était, à la fois au travers de prescriptions existantes et d'éléments descriptifs de l'étude de dangers, de vérifier la cohérence et la conformité des hypothèses introduites dans ce document transmis par l'exploitant.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BUTACHIMIE
- USINE DE CHALAMPE GESTIFTSFELD 68490 Chalampé
- Code AIOT : 0006700513
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Butachimie est implantée à Chalampé (Haut-Rhin), au cœur de la plateforme industrielle W-Europe. Elle est le plus grand site mondial de production d'adiponitrile (ADN), avec 30 % de la capacité mondiale, et fabrique également de l'hexaméthylènediamine (HMD). Ces deux intermédiaires chimiques sont essentiels à la production de nylon 6.6, utilisé dans les secteurs automobile, textile, aéronautique et électronique.

A ce titre, le site est autorisé à exploiter un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement (site Seveso Seuil Haut et IED), dont un incinérateur de déchets dangereux. Il est notamment réglementé par l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016.

**Thèmes de l'inspection :**

- ATEX
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Etude de dangers ADN – identification des dangers	Arrêté Préfectoral du 23/11/1999, article 8.3.1 et 48	Demande d'action corrective	6 mois
2	identification/ marquage tuyauteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V-C	Demande d'action corrective	6 mois
3	Etude de dangers ADN – Analyse des risques Scénario ADN02	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Etude de dangers ADN - Analyse des risques Scénario ADN10	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Etude de dangers ADN - Analyse des risques Scénario BD11	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Etude de dangers - probabilité (source d'ignition)	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 2 et 3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Etude de dangers ADN – probabilité effets domino	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 2 et 3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Etude de dangers – liste MMR	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe IV – point 6	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés sur site et le contrôle des documents transmis lors de la visite d'inspection mettent en avant un ensemble de non-conformités relatives à l'identification des risques des installations, et leur matérialisation sur site, ainsi qu'au contenu de l'étude de dangers des installations.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Étude de dangers ADN – identification des dangers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/1999, article 8.3.1 et 48
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, étude de dangers
<b>Prescription contrôlée :</b>  Extrait de l'article 8.3.1 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1999 : "L'exploitant définit les zones dans lesquelles une atmosphère toxique est susceptible de se produire dès lors que surviendrait la rupture d'une enceinte, d'une canalisation, d'un appareil quelconque contenant un produit toxique (tel que l'acide cyanhydrique, l'ammoniac...). Ces zones sont reportées sur un plan.[...]"  Extrait de l'article 48 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 : "L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.[...]"
<b>Constats :</b>  Les constats associés à cette prescription sont détaillés dans une annexe non largement diffusable en application des principes de l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est rappelé à l'exploitant (et comme explicité dans le rapport de constat du 4 octobre 2024) que suite au positionnement DGPR, il est possible pour l'exploitant de considérer comme zone à risque d'explosion, uniquement les zones identifiées au titre de la directive ATEX (sans préjuger des résultats des analyses de risques menées au titre des études de dangers ICPE par exemple).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 2 : identification/marquage tuyauteries

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V-C
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Connaissance des risques et des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  C.-Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont accessibles et repérées conformément aux règles en vigueur.
<b>Constats :</b>  Les constats associés à cette prescription sont détaillés dans une annexe non largement diffusable en application des principes de l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Au delà de la norme citée dans le constat, l'exploitant pourra utilement se référer au guide ED88 « Codage couleur des tuyauteries rigides » de novembre 2015 établi par l'INRS pour la reprise des éléments erronés contenu dans sa procédure n°STD-CPE_OZ_010.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 3 : Etude de dangers ADN – Analyse des risques Scénario ADN02

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, étude de dangers
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Extrait de l'article 7.2 de l'arrêté du 26 mai 2014 :</u> L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite. [...] Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.  <u>Extrait de l'article L.181-25 du code de l'environnement :</u> Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.[...]

<b>Constats :</b>
Les constats associés à cette prescription sont détaillés dans une annexe non largement diffusable en application des principes de l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 4 : Etude de dangers ADN - Analyse des risques Scénario ADN10

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, étude de dangers
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Extrait de l'article 7.2 de l'arrêté du 26 mai 2014 :</u> L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite. [...] Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.  <u>Extrait de l'article L.181-25 du code de l'environnement :</u> Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.[...]
<b>Constats :</b>
Les constats associés à cette prescription sont détaillés dans une annexe non largement diffusable en application des principes de l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 5 : Etude de dangers ADN - Analyse des risques Scénario BD11

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, étude de dangers
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Extrait de l'article 7.2 de l'arrêté du 26 mai 2014 :</u> L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une

démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.

[...]

Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.

Extrait de l'article L.181-25 du code de l'environnement :

Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.[...]

#### **Constats :**

Les constats associés à cette prescription sont détaillés dans une annexe non largement diffusable en application des principes de l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

#### **N° 6 : Étude de dangers - probabilité (source d'ignition)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 2 et 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, étude de dangers

#### **Prescription contrôlée :**

Art 2 : Les probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux et des accidents potentiels identifiés dans les études de dangers des installations classées doivent être examinées. En première approche, la probabilité d'un accident majeur peut être assimilée à celle du phénomène dangereux associé.

L'évaluation de la probabilité s'appuie sur une méthode dont la pertinence est démontrée. Cette méthode utilise des éléments qualifiés ou quantifiés tenant compte de la spécificité de l'installation considérée. Elle peut s'appuyer sur la fréquence des événements initiateurs spécifiques ou génériques et sur les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques agissant en prévention ou en limitation des effets.

A défaut de données fiables, disponibles et statistiquement représentatives, il peut être fait usage de banques de données internationales reconnues, de banques de données relatives à des installations ou équipements similaires mis en oeuvre dans des conditions comparables, et d'avis d'experts fondés et justifiés.

Ces éléments sont confrontés au retour d'expérience relatif aux incidents ou accidents survenus sur l'installation considérée ou des installations comparables.

Art 3 : La probabilité peut être déterminée selon trois types de méthodes : de type qualitatif, semi-quantitatif ou quantitatif. Ces méthodes permettent d'inscrire les phénomènes dangereux et accidents potentiels sur l'échelle de probabilité à cinq classes définie en annexe 1 du présent arrêté.

<p>Parmi ces trois types d'appréciation de la probabilité sera (seront) choisi(s), avec une attention particulière, celui (ceux) qui correspond(ent) le mieux à la méthode utilisée dans l'analyse de risques.</p> <p>Quelle que soit la méthode employée, l'exploitant doit justifier le positionnement des phénomènes dangereux et accidents potentiels dans l'échelle de l'annexe 1. En cas d'incertitude entre deux classes de probabilité, ou si le recoupement avec d'autres méthodes d'appréciation de la probabilité conduisent à des cotations différentes, la classe la plus pénalisante sera retenue.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les constats associés à cette prescription sont détaillés dans une annexe non largement diffusable en application des principes de l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant pourra utilement se référer au document établi par l'INERIS le 22/06/2015 : RAPPORT D'ÉTUDE N° DRA-13-133211-12545A- DRA 71 - Opération B -Proposition d'une méthode semi-quantitative d'évaluation des probabilités d'inflammation, afin de déterminer les probabilités à associer aux sources d'ignition en fonction des cas rencontrés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

**N° 7 : Etude de dangers ADN – probabilité effets domino**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 2 et 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, étude de dangers</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art 2 : Les probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux et des accidents potentiels identifiés dans les études de dangers des installations classées doivent être examinées. En première approche, la probabilité d'un accident majeur peut être assimilée à celle du phénomène dangereux associé.</p> <p>L'évaluation de la probabilité s'appuie sur une méthode dont la pertinence est démontrée. Cette méthode utilise des éléments qualifiés ou quantifiés tenant compte de la spécificité de l'installation considérée. Elle peut s'appuyer sur la fréquence des événements initiateurs spécifiques ou génériques et sur les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques agissant en prévention ou en limitation des effets.</p> <p>A défaut de données fiables, disponibles et statistiquement représentatives, il peut être fait usage de banques de données internationales reconnues, de banques de données relatives à des installations ou équipements similaires mis en oeuvre dans des conditions comparables, et d'avis d'experts fondés et justifiés.</p> <p>Ces éléments sont confrontés au retour d'expérience relatif aux incidents ou accidents survenus sur l'installation considérée ou des installations comparables.</p> <p>Art 3 : La probabilité peut être déterminée selon trois types de méthodes : de type qualitatif, semi-quantitatif ou quantitatif. Ces méthodes permettent d'inscrire les phénomènes dangereux et accidents potentiels sur l'échelle de probabilité à cinq classes définie en annexe 1 du présent</p>



<p>arrêté.</p> <p>Parmi ces trois types d'appréciation de la probabilité sera (seront) choisi(s), avec une attention particulière, celui (ceux) qui correspond(ent) le mieux à la méthode utilisée dans l'analyse de risques.</p> <p>Quelle que soit la méthode employée, l'exploitant doit justifier le positionnement des phénomènes dangereux et accidents potentiels dans l'échelle de l'annexe 1. En cas d'incertitude entre deux classes de probabilité, ou si le recoupement avec d'autres méthodes d'appréciation de la probabilité conduisent à des cotations différentes, la classe la plus pénalisante sera retenue.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les constats associés à cette prescription sont détaillés dans une annexe non largement diffusable en application des principes de l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

**N° 8 : Etude de dangers – liste MMR**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe IV – point 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, étude de dangers</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>6. Mesures de maîtrise des risques.</p> <p>Document récapitulatif des mesures de maîtrise des risques figurant dans l'étude de dangers.</p> <p>Ce document indique a minima l'identification de la mesure en référence à l'étude de dangers, son objectif, son niveau de confiance, son efficacité, son action et les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue, les critères de pérennité et, le cas échéant, les critères d'indépendance vis-à-vis des autres mesures de maîtrise des risques participant à la maîtrise du même phénomène dangereux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les constats associés à cette prescription sont détaillés dans une annexe non largement diffusable en application des principes de l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>